

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13097]

14 MAART 2019. — Decreet houdende instemming met de Partnerschapsovereenkomst op het gebied van betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 5 oktober 2016 (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De Partnerschapsovereenkomst op het gebied van de betrekkingen en samenwerking tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en Nieuw-Zeeland, anderzijds, gedaan te Brussel op 5 oktober 2016, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten

R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

(1) *Zitting 2018-2019.*

Stukken van het Parlement.

— Ontwerp van decreet, nr. 756-1.

— Commissieverslag nr. 756-2.

— Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 756-3.

Integraal verslag.

— Bespreking en aanneming. Vergadering van 13 maart 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13100]

27 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française octroyant une allocation de garde aux conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse et aux directeurs, directeurs adjoints de la protection de la jeunesse exerçant un service de garde

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 janvier 1999 relatif aux agents des Services du Gouvernement chargés d'exercer les attributions de conseiller ou de directeur de l'aide à la jeunesse et de conseiller adjoint ou de directeur adjoint de l'aide à la jeunesse en exécution du Titre V du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 janvier 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 février 2019;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 février 2019;

Vu le protocole n° 507 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 15 mars 2019;

Vu le « test genre » du 7 janvier 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Considérant que le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse prévoit dans ses principes généraux la déjudiciarisation et que dans un souci de cohérence et afin que ce principe soit pleinement opérationnel, un système de garde des conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse et des directeurs, directeurs adjoints de la protection de la jeunesse doit être envisagé ;

Considérant qu'il a été décidé de démarrer un système de garde à partir d'un projet pilote sur les arrondissements judiciaires du Luxembourg et de Liège et que la phase d'expérimentation sur les deux arrondissements s'étendra du 1^{er} mai 2019 au 31 décembre 2019 ;

Considérant que durant cette phase « test », un comité d'accompagnement (composé de représentants de l'administration générale de l'aide à la jeunesse, de la direction générale de la fonction publique et des ressources humaines, de représentants des autorités judiciaires) se réunira à échéance régulière pour assurer le suivi du dispositif, en évaluer sa pertinence et en améliorer l'application ;

Considérant que les organisations syndicales représentatives seront associés au travers de trois Comités de Concertation de base spécifiquement dédiés à la mise en œuvre de ce projet pilote ;

Considérant qu'en cas d'évaluation positive, l'objectif est de généraliser le dispositif sur l'ensemble des arrondissements judiciaires de la Communauté française à partir du 1^{er} janvier 2020 ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le cadre de la phase expérimentale sur les arrondissements judiciaires de Liège et du Luxembourg, une allocation de garde est accordée aux conseillers, conseillers adjoints de l'aide à la jeunesse et aux directeurs, directeurs adjoints de la protection de la jeunesse qui assurent un service de garde.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° service de garde : l'obligation pour le conseiller, conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou le directeur, directeur adjoint de la protection de la jeunesse :

a) d'être joignable et disponible par téléphone du lundi au vendredi de 17h00 à 21h00 sans cependant devoir se déplacer ; dans ce cadre, son rôle se limite à apporter du soutien au magistrat de garde et à assurer le suivi de la situation auprès de son collègue compétent le lendemain ;

b) d'être disponible à son domicile et, le cas échéant, de se déplacer le samedi, le dimanche et les jours fériés entre 09h00 et 17h00h ; la résidence familiale du jeune détermine le service dans lequel la famille devra être rencontrée ;

2° période de garde : période de 7 jours pendant laquelle s'effectue le service de garde ;

3° coordinateur des gardes d'arrondissement : le conseiller de l'aide à la jeunesse ou le directeur de la protection de la jeunesse désigné par l'Administrateur général de l'aide à la jeunesse, chargé de l'organisation des services de garde dans son arrondissement.

Art. 3. L'allocation visée à l'article 1^{er} est accordée pour tout mois où une période de garde est effectivement assurée.

Un tableau général organisant les périodes de gardes est établi mensuellement par la fonctionnaire dirigeante sur proposition du coordinateur des gardes d'arrondissement.

Art. 4. Le montant de l'allocation est de 254,61 euros.

Lorsque le service de garde est activé, le montant de l'allocation est porté à 509,22 euros.

Le service de garde est activé lorsque le conseiller, conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou le directeur, directeur adjoint de la protection de la jeunesse est effectivement interpellé dans le cadre de ses fonctions pendant la période de garde.

L'allocation est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Art. 5. L'allocation est liquidée mensuellement et à terme doublement échu.

Cette allocation ne peut être perçue qu'une seule fois par mois et ce, même si le conseiller, conseiller adjoint de l'aide à la jeunesse ou le directeur, directeur adjoint de la protection de la jeunesse preste plus d'une période de garde durant le mois.

Seules les périodes de garde échues pendant le mois de référence sont prises en considération pour l'attribution de l'allocation mensuelle.

Si une période de garde se situe à cheval entre deux mois, elle ne sera comptabilisée que pour le mois où la période de garde sera arrivée à terme.

Art. 6. Le coordinateur des gardes d'arrondissement bénéficie d'une allocation mensuelle d'un montant de 509,22 euros.

L'allocation est rattachée à l'indice-pivot 138,01.

Elle n'est pas cumulable avec l'allocation de garde attribuée pour le service de garde.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2019.

Art. 8. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mars 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13100]

27 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een wachtdiensttoelage aan adviseurs, adjunct-adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd en aan directeurs, adjunct-directeurs bij de jeugdbescherming die een wachtdienst organiseert

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 januari 1999 betreffende de ambtenaren van de Diensten van de Regering belast met de uitoefening van de bevoegdheden van adviseur of directeur bij de hulpverlening aan de jeugd en van adjunct-adviseur of adjunct-directeur bij de hulpverlening aan de jeugd ter uitvoering van Titel V van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 januari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 6 februari 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 6 februari 2019;

Gelet op het protocol nr. 507 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, afgesloten op 15 maart 2019;

Gelet op de « gendertest » van 7 januari 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming in zijn algemene beginselen in dejudicialisering voorziet en met het oog op de samenhang en om ervoor te zorgen dat dit beginsel volledig operationeel is, moet een wachtdienststelsel van adviseurs, adjunct-adviseurs bij de hulpverlening aan de jeugd en van directeurs, adjunct-directeurs bij de jeugdbescherming overwogen worden;

Overwegende dat beslist werd om met een wachtdienststelsel te starten vanuit een proefproject in de gerechtelijke arrondissementen Luxemburg en Luik en dat de proeffase in de twee arrondissementen van 1 mei 2019 tot 31 december 2019 zal lopen;

Overwegende dat tijdens deze "testfase" een begeleidingscomité (samengesteld uit vertegenwoordigers van de algemene administratie hulpverlening aan de jeugd, van de algemene directie ambtenarenzaken en van de personeelsdienst, uit vertegenwoordigers van de gerechtelijke overheden) regelmatig zal bijeenkomen om te zorgen voor de opvolging van het stelsel, om de relevantie ervan te evalueren en om de toepassing ervan te verbeteren;

Overwegende dat de representatieve vakbondsorganisaties geassocieerd zullen worden via drie basisoverlegcomités die specifiek toegewijd zijn aan de uitvoering van dit proefproject;

Overwegende dat, in het geval van een positieve evaluatie, het doel is om het stelsel vanaf 1 januari 2020 over het geheel van de gerechtelijke arrondissementen van de Franse Gemeenschap te veralgemenen;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het kader van de proeffase in de gerechtelijke arrondissementen Luik en Luxemburg, wordt een wachtdiensttoelage toegekend aan adviseurs, adjunct-adviseurs bij hulpverlening aan de jeugd en aan directeurs, adjunct-directeurs bij de jeugdbescherming die voor een wachtdienst zorgen.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° wachtdienst : de verplichting voor de adviseur, de adjunct-adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of de directeur, adjunct-directeur bij de jeugdbescherming om :

a) per telefoon bereikbaar en beschikbaar te zijn vanaf maandag tot vrijdag van 17uur tot 21uur zonder echter zich te verplaatsen ; in dit kader beperkt zijn rol zich tot het verlenen van ondersteuning aan een dienstdoende magistraat en het toezicht houden op de toestand bij zijn bevoegde collega de dag daarop;

b) thuis beschikbaar te zijn en, in voorkomend geval, zich te verplaatsen op zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen tussen 9 uur en 17 uur ; de gezinswoning van de jongere bepaalt de dienst waarin het gezin ontmoet zal moeten worden ;

2° wachtdienstperiode : periode van 7 dagen waarin de wachtdienst georganiseerd wordt ;

3° coördinator van wachtdiensten van een arrondissement : de adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of de directeur bij de jeugdbescherming aangesteld door de Administrateur-generaal van hulpverlening aan de jeugd, belast met de organisatie van de wachtdiensten in zijn arrondissement.

Art. 3. De toelage bedoeld in artikel 1 wordt toegekend voor elke maand waar een wachtdienstperiode werkelijk wordt georganiseerd.

Een algemene tabel die de wachtdienstperiodes organiseert, wordt maandelijks door de leidend ambtenaar vastgesteld op voorstel van de coördinator van de wachtdiensten van het arrondissement.

Art. 4. De toelage bedraagt 254,61 euro.

Wanneer de wachtdienst geactiveerd wordt, bedraagt de toelage 509,22 euro.

De wachtdienst wordt geactiveerd wanneer de adviseur, de adjunct-adviseur bij hulpverlening aan de jeugd of de directeur, de adjunct-directeur bij de jeugdbescherming werkelijk aangesproken worden in het kader van de zijn functie tijdens de wachtdienstperiode.

De toelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Art. 5. De toelage wordt elke maand uitbetaald en na vervallen termijn van twee maanden.

Deze toelage kan slechts één keer per maand worden geïnd en dit, zelfs als de adviseur, de adjunct-adviseur bij de hulpverlening aan de jeugd of de directeur, de adjunct-directeur bij de jeugdbescherming meer dan één wachtdienstperiode tijdens de maand presteert.

Enkel de vervallen wachtdienstperiodes tijdens de referentiemaand worden in aanmerking genomen voor de toekenning van de maandelijksse toelage.

Als een wachtdienstperiode gedeeltelijk over twee maanden uitstrekt, wordt deze alleen meegeteld voor de maand waarin de wachtdienstperiode ten einde zal komen.

Art. 6. De coördinator van de wachtdiensten van het arrondissement geniet een jaarlijkse toelage ten bedrage van 509,22 euro.

De toelage wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Ze is niet cumuleerbaar met de wachtdiensttoelage die toegekend wordt voor de wachtdienst.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2019.

Art. 8. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel,

R. MADRANE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/13044]

12 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le modèle du rapport sur la manière de servir des membres du personnel visés à l'article 29bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat ;

Vu l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, notamment les articles 27 et 29bis ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements ;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de l'Enseignement de Promotion sociale, et de la Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le rapport sur la manière de servir des membres du personnel visés à l'article 29bis de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement, gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est établi selon les modèles annexés au présent arrêté.

Art. 2. L'annexe fixant le modèle de rapport sur la manière de servir d'un membre du personnel temporaire ou temporaire prioritaire, contenue dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, est abrogée.

Art. 3. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juin 1993 modifiant la réglementation relative au statut administratif des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique artistique et normal de la Communauté française, des internats dépendant de ces établissements et des membres du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est abrogé.

Art. 4. Le Ministre ayant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 12 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Egalité des Chances et du Droit des Femmes,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,

M.-M. SCHYNS